

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec
II – Les relations extérieures du Québec

Louise Louthood

Volume 12, Number 3, 1981

L'Europe et le système monétaire international

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701239ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701239ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Louthood, L. (1981). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec : II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 12(3), 572–577. <https://doi.org/10.7202/701239ar>

15 décembre pour commettre un rapport au Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale.

M. Mark MacGuigan annonce que le vice-président de la Commission des Communautés européennes chargé des relations extérieures, M. Wilhelm Haferkamp, sera en visite officielle au Canada du 4 au 10 juillet.

27 juin au 2 juillet :

- M. Paul Hartling, Haut-commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés, effectue une visite officielle au Canada. Il rencontre à Ottawa MM. Mark MacGuigan et Lloyd Axworthy.

II — Les Relations extérieures du Québec

(avril à juin 1981)

A — Aperçu général

Du mois d'avril au mois de juin, les échanges entretenus par le Québec avec l'étranger se sont inscrits dans la poursuite des relations établies au cours des mois précédents. Les échanges les plus nombreux allaient d'ailleurs impliquer deux de ses partenaires privilégiés, la France et les États-Unis. Aucun événement n'a modifié l'orientation générale de la politique internationale du Québec.

B — Le Québec et les États-Unis

Le 7 avril, des représentants de la compagnie General Dynamics de Saint-Louis rencontraient des représentants du gouvernement québécois pour discuter de l'achat par celui-ci de l'Asbestos Corporation. Peu de commentaires ont été émis à la suite de cette rencontre. Un mois plus tard, le ministre de l'Énergie et des Ressources, M. Yves Duhaime, déclarait que son gouvernement demeurait résolu à effectuer la transaction mais, par ailleurs, il estimait qu'un accord à ce sujet n'était pas imminent¹.

À l'issue de l'assemblée annuelle des actionnaires de l'Asbestos Corporation, MM. Guy Fiske et Maurice Taschereau, respectivement vice-président de General Dynamics et président d'Asbestos Corporation, suggéraient au gouvernement de faire de l'Asbestos une société mixte plutôt que d'acquérir la majorité des actions². Le 16 juin, le Premier ministre, M. René Lévesque, déclarait devant l'Assemblée nationale que les négociations se poursuivaient et que, d'une façon ou d'une autre, le gouvernement prendrait le contrôle de l'Asbestos Corporation³.

Le 5 juin, le ministre de l'Environnement, M. Marcel Léger, prononçait une allocution dans le cadre d'un colloque international sur les stratégies de conservation de l'eau. Devant les participants réunis à Québec, il déclarait que le développement des ressources hydro-électriques québécoises ne devait pas être déterminé par les pressions exercées par les Américains⁴. Soulignons que deux mois plus tôt, soit le 7 avril, le ministre Léger affirmait que son gouvernement entendait assumer ses responsabilités dans le règlement du contentieux

1. *Le Soleil*, 8 avril 1981, p. E1; *Ibid.*, 8 mai 1981, p. A3.

2. *Ibid.*, 14 mai 1981, p. B7.

3. *Le Devoir*, 17 juin 1981, p. 12.

4. *Le Soleil*, 6 juin 1981, p. A2.

canado-américain sur les questions touchant l'environnement. Plus précisément, M. Léger affirmait que le Québec ne se contenterait pas de jouer un rôle de figurant dans les négociations sur les pluies acides⁵.

Toujours au chapitre des relations entre le Québec et les États-Unis, notons que M. Bernard Landry, ministre d'État au Développement économique, prononçait une allocution, le 14 juin, devant des hommes d'affaires et des journalistes américains. Ceux-ci étaient réunis dans le cadre d'une conférence tenue sous les auspices de l'Université du Québec à Montréal et du ministère des Affaires intergouvernementales. À titre de prospective, M. Landry élargissait le projet de souveraineté-association mis de l'avant par son parti en évoquant

la mise sur pied d'un marché commun englobant le Québec, le Canada, les États-Unis et le Mexique⁶.

C — Le Québec et l'Europe occidentale

Du mois d'avril au mois de juin, les relations du Québec avec l'Europe occidentale ont impliqué principalement la Grande-Bretagne et la France. Dans le premier cas, les échanges ont porté sur le dossier constitutionnel. Dans le second cas, il s'agissait avant tout d'interrogations sur l'orientation que désirait donner aux échanges franco-québécois le nouveau président français, M. François Mitterrand.

1 - LA GRANDE-BRETAGNE

Le Premier ministre, M. René Lévesque déclarait le 28 avril qu'il n'écartait pas la possibilité qu'une délégation des Premiers ministres opposés au projet de rapatriement de la Constitution, par le gouvernement Trudeau, se rende à Londres dans le but de sensibiliser le Parlement britannique à leur cause⁷. Une semaine plus tard, le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, annonçait qu'une action plus limitée était envisagée dans l'immédiat. Ainsi, c'est le vice-premier ministre, M. Jacques-Yvan Morin qui se rendait à Londres rencontrer les parlementaires britanniques chargés d'étudier la question constitutionnelle⁸. De retour au Québec, M. Morin se déclarait enchanté de l'accueil des parlementaires britanniques mais il s'abstenait de révéler le contenu précis de ses entretiens⁹.

Vers le milieu de juin, on apprenait que, quelle que soit la décision de la Cour suprême sur la constitutionnalité du projet de rapatriement, les huit provinces qui s'y opposent continueraient de lutter contre la réalisation de ce projet. Les moyens utilisés pourraient être les suivants :

- une requête (...) au Parlement de Londres ou à la reine ;
- une contestation devant les cours de justice de la Charte des droits afin qu'elle ne s'applique pas aux provinces. Cette contestation suivrait la même filière, Cour supérieure, Cour d'appel, Cour suprême, et pourrait durer plus d'un an ;
- une série d'actions d'éclat politiques dont la moindre ne serait pas la tenue de référendums dans certaines provinces, dont le Québec pour sûr¹⁰.

5. Raymond GAGNÉ, 8 avril 1981, p. A15.

6. Pierre BELLEMARE, *La Presse*, 15 juin 1981, cité par *L'Argus*, 15 juin 1981, p. 3

7. J.-Jacques SAMSON, *Le Soleil*, 29 avril 1981, p. A1s.

8. *Ibid.*, 4 juin 1981, p. B7 ; *Journal de Québec*, 12 juin 1981, cité par *L'Argus*, 12 juin 1981, p. 6s.

9. Jacques BOUCHARD et de Pierre GRAVEL, *La Presse*, le 15 juin 1981, cité par *L'Argus*, 15 juin 1981, p. 15.

10. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 19 juin 1981, p. 1.

2 - LA FRANCE

Le 10 mai, M. François Mitterrand, du Parti socialiste, sortait vainqueur des élections présidentielles françaises. Le lendemain, le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, plaçait les relations franco-québécoises au-dessus des considérations partisans et entrevoyait avec optimisme le développement de ces échanges bilatéraux. Ainsi, selon le ministre,

Depuis le général de Gaulle, ainsi que sous MM. Pompidou et Giscard d'Estaing, les rapports entre la France et le Québec n'ont cessé de grandir et de se diversifier. Tout porte à croire qu'il continuera à en être de même avec M. François Mitterrand¹¹.

Le premier ministre québécois, M. René Lévesque, profitait d'ailleurs du message de félicitations qu'il adressait au nouveau président français pour l'inviter au Québec¹².

Mme Véronique Neiertz, chargée des relations internationales du parti socialiste français, agréait en quelque sorte les souhaits exprimés par le gouvernement québécois en affirmant, le 15 mai, que les échanges franco-québécois ne diminueraient pas. Au contraire, selon elle,

un gouvernement Mitterrand accentuera ses efforts en vue de renforcer encore plus les liens d'amitié et de coopération qui unissent la France au Québec¹³.

MM. Jean-Bernard Raymond et Robert Normand, respectivement directeur général des relations culturelles au sein du gouvernement français et sous-ministre québécois des Affaires intergouvernementales, présidaient le 19 mai l'ouverture de la 31^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise. Les discussions devaient porter principalement sur la coopération économique et technologique¹⁴.

À la fin du mois de juin, M. Claude Morin, se rendait à Paris. Au cours de son séjour, il rencontrait principalement le Premier ministre, M. Pierre Mauroy, et le ministre des Relations extérieures, M. Claude Cheysson. Alors que le premier affirmait la volonté de son gouvernement de diversifier les échanges franco-québécois dans les secteurs culturel et social, le second soulignait l'importance de la participation du Québec au sein de la francophonie. M. Mauroy décrivait l'attitude du nouveau gouvernement français à l'égard du Québec par cette expression: non-ingérence mais non-indifférence¹⁵.

D — Le Québec et l'Amérique latine

Le gouverneur de l'État brésilien de Sao Paulo, M. Paulo Salim Maluf, visitait le Canada à la fin de mai et dans les premiers jours de juin, accompagné d'une imposante délégation d'hommes politiques et d'hommes d'affaires de son pays. Le gouvernement québécois profitait de l'occasion pour organiser, le 3 juin, des réunions de travail sectorielles pour les hommes d'affaires. Des rendez-vous individuels étaient également planifiés¹⁶.

11. J.-Jacques SAMSON, *op. cit.*, 12 mai 1981, P. A2.

12. *La Presse*, 12 mai 1981, p. A10.

13. Jean-Claude PICARD, *Le Soleil*, 16 mai 1981, p. A1.

14. *Le Soleil*, 16 mai 1981, p. H19.

15. *Le Devoir*, 25 juin 1981, p. 12; *Ibid.*, 26 juin 1981, p. 2 et Brigitte MORISSETTE, *Le Devoir*, 27 juin 1981, p. 2.

16. Ministère de l'Industrie et du Commerce (Ottawa), *Communiqué no 23* (29 mai 1981), p. 2.

On apprenait au cours du printemps que 35 Canadiens étaient détenus dans les prisons du Pérou pour des affaires de trafic de drogue. On dénombrait parmi eux 21 québécois¹⁷. M. Pierre de Bellefeuille, adjoint au ministre des Affaires intergouvernementales, déclarait le 8 juin que son gouvernement était résolu à entreprendre certaines démarches pour hâter le rapatriement de ces prisonniers¹⁸.

Une station de radio clandestine salvadorienne diffusait, le 3 juin, une information voulant que le gouvernement du Québec ait versé environ \$20,000 pour venir en aide aux réfugiés du Salvador, établis au Mexique et au Honduras¹⁹.

E — Le Québec, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Le 3 mai, une délégation québécoise était reçue par le président de la Chambre de Commerce de la région orientale de l'Arabie saoudite. Les discussions portaient sur les possibilités de coopération entre le Québec et ce pays dans les secteurs de l'agriculture et du commerce²⁰. Par ailleurs, notons qu'un haut fonctionnaire saoudien aurait déclaré, vers la mi-juin, que son gouvernement entrevoyait la possibilité de reprendre ses transactions avec l'hydro-Québec, interrompues au moment de la victoire du Parti québécois²¹.

Les 18 et 19 juin, le ministre de la justice du Québec, M. Marc-André Bédard, recevait le ministre de la Justice de Tunisie, M. M'Hamed Chaker. Arrivé au Canada depuis le 14 juin, celui-ci rencontrait divers représentants des gouvernements fédéral et québécois²².

F — Le Québec et l'Asie

Au début de mois d'avril, des représentants du ministère de l'Industrie légère de la République populaire de Chine séjournèrent au Québec. Ils avaient pour mission d'étudier les possibilités de collaboration dans le secteur forestier²³.

Du 20 au 28 juin, le Sri Lanka fêtait le cinquantième anniversaire de l'adoption du suffrage universel pour l'élection de son parlement. Membre de l'association des parlementaires du Commonwealth, l'Assemblée nationale du Québec déléguait M. Denis de Belleval pour la représenter à ces festivités²⁴.

G — Chronologie

14 avril :

- Le Premier ministre québécois, M. René Lévesque, reçoit pour sa réélection les félicitations de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la France, de M. Raymond Barre, Premier ministre, et de M. Jacques Chirac, maire de Paris.

17. *Le Soleil*, 4 juin 1981, p. A1.

18. André MONAST, *Journal de Québec*, 9 juin, cité par *L'Argus*, 9 juin 1981, p. 2.

19. *The Globe and Mail*, 10 juin 1981, p.9.

20. *Le Soleil*, 4 mai 1981, p. D1.

21. Robert POULIOT, *La Presse*, 15 juin 1981, cité par *L'Argus*, 15 juin 1981, p. 16s.

22. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 56* (12 juin 1981).

23. *Le Devoir*, 3 avril 1981, p. 15.

24. Louis FALARDEAU, Pierre VINCENT et Gilles GAUTHIER, *La Presse*, 13 juin 1981, cité par *L'Argus*, 15 juin 1981, p. 16.

22 avril :

- MM. Herb Gray et Yves Bérubé, respectivement ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce et ministre québécois de l'Énergie et des Ressources, annoncent que le gouvernement fédéral, le gouvernement québécois et la Commission des Communautés européennes parraineront un symposium mondial sur l'amiante. Celui-ci se tiendra du 25 au 27 mai 1982, à Montréal.

29 avril :

- Une mission scolaire française entreprend une tournée de dix jours au Québec. Le but de ce voyage est de recueillir des informations sur l'enseignement de la foresterie, au Québec, et les industries forestières.

début mai :

- Environ quinze pompiers français séjournent au Québec dans le but de se familiariser avec les techniques nord-américaines. Ce stage, d'une durée de deux semaines, est organisé par l'Office franco-québécois pour la Jeunesse.

11 au 17 mai :

- Un festival artistique québécois se déroule à l'Université de Paris IX. Cette activité est organisée avec la collaboration de la Délégation générale du Québec à Paris et de l'Association France-Québec.

12 mai :

- Des statistiques publiées par le gouvernement québécois et l'Association des activités culturelles et récréatives de Montréal évaluent à plus de \$2 millions le déficit des Floralies internationales, organisées à Montréal au cours de l'été 1980.

- - :

- Le maire de la ville de Mexico, M. Carlos Hank Gonzalez, inaugurerait à Québec la Semaine du Mexique. Accompagné par l'ambassadeur du Mexique au Canada, il était reçu par le lieutenant gouverneur et par le maire de Québec, MM. Jean-Pierre Côté et Jean Pelletier.

mi-mai :

- Environ dix travailleurs agricoles français séjournent au Québec. Cette visite, organisée par l'Office franco-québécois pour la Jeunesse, doit permettre aux stagiaires français de se familiariser avec l'organisation de l'agriculture québécoise.

1^{er} juin :

- Le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, annonce la nomination de deux nouveaux délégués du Québec à l'étranger. M. Jean Martucci remplacera M. Raymond Beaugrand à Milan et M. Pierre Jolin remplacera M. Yves Labonté à Los Angeles.

2 juin :

- Le gouvernement québécois annonce que les diplomates en poste au Québec seront désormais exemptés des taxes provinciales sur les tabacs et sur les repas.

3 juin :

- Le prix littéraire France-Québec est attribué cette année à l'écrivain Michel Tremblay.

- - :

- M. Claude Morin annonce que M. Jean-Marc Léger, délégué général du Québec à Bruxelles, sera remplacé au cours des prochains mois.

10 juin :

- M. Marcel Dubé, directeur général du comité organisateur des rencontres francophones de Québec, annonce que les quatrièmes rencontres auront lieu du 2 au 5 juillet. M. René Lévesque présidera le banquet de clôture.

17 juin :

- Les associations France-Québec et Québec-France annoncent que leur deuxième congrès se tiendra à Québec du 21 au 23 août 1981. Le premier se tenait, en 1979, à la Rochelle.

29 juin :

- Dans le cadre d'une visite officielle, effectuée au Canada, le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Paul Hartling, rencontre M. Gérard Godin, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.